

- **Bornage** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008 article : 2.5.2
- **Porter à connaissance des modifications** - Référence réglementaire : Code de l'environnement article : R.181-46

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Boues séparateur à hydrocarbures** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008 article : 3.5

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés, il est proposé de **lever la mise en demeure** dont l'exploitant a fait l'objet pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Ouvrage de traitement par décantation** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/11/2024 article : 3
- **Remise en état de la parcelle ZB45** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/11/2024 article : 4

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 09/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

G 2 PIERRES

12 Chemin des basses Rues
16370 Val-De-Cognac

Références : 2025 1007 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007207454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement G 2 PIERRES implanté CARRIERES DE VERVANT LIEUDIT DES DEMOISELLES 16330 VERVANT. L'inspection a été annoncée le 16/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée afin de réaliser notamment un récolement aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) pris en novembre 2024 et d'analyser les suites données aux autres constats observés lors de l'inspection de mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G 2 PIERRES
- CARRIERES DE VERVANT LIEUDIT DES DEMOISELLES 16330 VERVANT
- Code AIOT : 0007207454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière a commencé à extraire du matériau calcaire depuis 2019.

L'exploitant a transmis au courant du mois de juillet 2025 un porter à connaissance (PAC) visant à prolonger dans le temps l'autorisation d'exploiter la carrière. Il sollicite en effet une durée supplémentaire de 15 années au-delà de l'échéance actuelle d'autorisation de 2028. Des plans de phasage ont été communiqués dans ce cadre pour justifier d'une exploitation possible jusqu'en 2043. Ce PAC est en cours d'instruction et fera prochainement l'objet d'échanges avec l'exploitant.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réseau piézométrique	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 2	Demande d'action corrective	1 mois et 3 mois
3	Parcelles excavées	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mise à jour du plan de phasage d'exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Conduite de l'exploitation, déboisement et défrichement	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.8.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.5	Demande d'action corrective	15 jours
15	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.9.1	Demande d'action corrective	3 mois
16	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
17	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.6.1	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 4.2	Demande d'action corrective	2 mois
20	Boues séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.6.3	Demande d'action corrective	6 mois
23	Plantations, merlons	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.8.3	Demande d'action corrective	2 mois
25	Bornage	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
26	Porter à connaissance des modifications	Code de l'environnement , article R.181-46	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrage de traitement par décantation	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 3	Levée de mise en demeure
4	Remise en état de la parcelle ZB45	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 4	Levée de mise en demeure
9	Surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.3	Sans objet
11	Bruit	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.4.1	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/06/2023, article 2	Sans objet
13	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.5.3	Sans objet
14	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.6.3	Sans objet
19	Ravitaillement en carburants engins	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.5	Sans objet
22	Suivi de retombées des poussières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.3.2	Sans objet
24	Stockage de matériaux	Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de lever plusieurs points en lien avec la mise en demeure, notamment les items relatifs aux bassins de décantation et à la parcelle ZB45.

En revanche, les autres dispositions de l'APMD, en particulier le déploiement d'un réseau piézométrique conforme, ne sont pas satisfaites. L'exploitant s'expose, dans le cas où les actions correctives ne seraient pas mises en œuvre rapidement, à des suites administratives et pénales. A date, aucune suite administrative n'est proposée pour le non-respect de la mise en demeure compte tenu de l'avancement des actions et de la mise en œuvre des piézomètres à l'automne 2025. Toutefois, le non-respect de celle-ci fait l'objet d'un signalement au parquet d'Angoulême.

Enfin, l'inspection a permis de mettre en lumière d'autres écarts, démontrant un non-respect de nombreuses dispositions de l'arrêté préfectoral de 2008. Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant d'analyser la conformité de son installation à l'arrêté de 2008. Une telle évaluation de conformité n'a jamais été réalisée.

Il appartient donc à l'exploitant de réaliser cette évaluation, d'une part, et de se mettre en conformité eu égard aux constats mis en lumière lors de l'inspection du 14 août 2025, d'autre part. L'exploitant doit également transmettre les éléments à l'inspection pour les points devant faire l'objet d'une modification des autorisations préfectorales (transmission nécessaire d'un porter à connaissance circonstancié et cohérent avec l'article R. 181-46 du code de l'environnement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseau piézométrique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : La société G 2 Pierres est mise en demeure de respecter les termes de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2008 susvisé et de : <ul style="list-style-type: none">- mettre en place, ou de rendre opérationnels, les quatre piézomètres prévus par l'arrêté préfectoral du 25 mars 2008 susvisé et d'en assurer leur sécurisation afin de garantir leur intégrité et leur fonctionnalité ;- combler, conformément aux règles de l'art, les piézomètres existants, non utilisables en l'état, pour éviter le transfert d'une éventuelle pollution de surface vers la nappe phréatique. Dans le cas où le réseau piézométrique à installer n'est pas en adéquation avec la prescription de l'arrêté du 25 mars 2008, l'exploitant apporte la motivation, la justification idoine, l'emplacement et le dimensionnement de ces ouvrages hydrauliques. Le délai pour respecter cette mise en demeure et pour apporter les justificatifs associés est de six mois. Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. Échéance : 27/05/2025

Constats :

Par courrier du 30/05/2025, l'exploitant a précisé de nouveau que le réseau piézométrique du site n'était pas adéquat en dehors du piézomètre opérationnel proche du TGBT.

Dans un courrier du 05/02/2025, transmis par l'exploitant fin mai 2025, il revient sur le sujet du suivi piézométrique en indiquant notamment que :

- faute d'eau en quantité suffisante dans grand nombre de piézomètres du site et faute d'exploitation de la carrière, aucun prélèvement et analyse d'eau n'a été réalisé par les anciens exploitants ;
- historiquement, il y a eu une mauvaise interprétation du contexte hydrogéologique avec une absence de nappe d'eau « à proprement parler dans les calcaires, mais de simples écoulements ou accumulations temporaires et saisonniers, au-dessus d'une couche relativement moins perméable, soit marneuse, soit non fissurée, probablement d'extension hétérogène ». Les mesures de niveau faites dans les piézomètres initiaux ne se rapportent pas à une nappe d'eau mais à de l'eau qui s'accumule dans la colonne du piézomètre ;
- « en conséquence de cette absence de nappe phréatique à proximité immédiate sous le fond de fouille de la carrière, l'exploitant a pris l'initiative d'un premier PZ [piézomètre] profond au niveau du TGBT ».

Dans ce courrier de février 2025, l'exploitant précise que, au plus tard pour septembre 2025, G2 Pierres « s'engage à réaliser 3 autres piézomètres profonds, selon un plan d'implantation transmis (réalisé à la main) et à évaluer les niveaux d'eau et réaliser une campagne annuelle de prélèvement et d'analyse de la qualité des eaux souterraines dans le piézomètre central PZ TGBT ».

En réponse du 01/07/2025, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'elle n'a pas compétence pour valider le positionnement hydrogéologique des piézomètres additionnels, et ce d'autant plus que selon les éléments transmis, « rien n'est donné pour préciser le positionnement hydraulique des piézomètres proposés (amont, aval, latéral hydraulique...) et rien ne justifie que les seuls ouvrages proposés permettent d'être représentatif pour le suivi de la nappe par rapport à l'impact de la carrière ».

Lors de l'inspection, l'exploitant précise qu'il va réaliser les trois nouveaux piézomètres courant septembre 2025 (montant d'environ 60 k€ selon ses dires au regard de la profondeur des ouvrages à créer). À l'issue, il fera intervenir un prestataire pour réaliser des mesures de niveau d'eau à l'aide de ces piézomètres pour estimer la pertinence de leur positionnement par rapport aux aquifères présents et faire attester, ou non, de la suffisance du réseau ainsi créé. Cette action permettra, selon l'exploitant, de vérifier la représentativité des ouvrages quant aux impacts des activités de la carrière sur les eaux souterraines.

À propos des ouvrages piézométriques existants (dont le Sc6 et le PZ15), l'inspection a invité l'exploitant à procéder à leur comblement dans les règles de l'art puisque, actuellement, ces derniers ne sont pas utiles et représentatifs pour le suivi des eaux souterraines.

Enfin, le rapport HYDROINVEST de juin 2025 fait état des ouvrages utilisés à date pour le suivi de la qualité des eaux souterraines dont PZ TGBT, PZ15 et Sc6 (qui est un sondage) et indique que seul le PZ TGBT permet des prélèvements représentatifs de la nappe mais que cela n'est pas le cas pour les PZ15 et Sc6 :

Le piézomètre Pz 15 ainsi que le sondage Sc 6 ont été prélevés à l'aide d'un échantillonneur à usage unique : ce prélèvement n'est représentatif que de l'eau contenu dans l'ouvrage et non de l'eau de l'aquifère.

L'inspection constate donc que la surveillance piézométrique n'est toujours pas conforme aux dispositions préfectorales. La mise en demeure susmentionnée n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- sous un mois, de disposer les piézomètres complémentaires nécessaires pour le suivi de l'impact éventuel des activités de la carrière sur les eaux souterraines sous-jacentes ;
- sous un mois, de justifier de la pertinence des piézomètres installés pour le suivi de l'impact éventuel de la carrière sur ces eaux souterraines ;
- sous trois mois, de combler les ouvrages PZ15 et Sc6 et ainsi que tous les piézomètres historiques, en respectant les règles de l'art en la matière.

Un signalement au parquet d'Angoulême est effectué en parallèle pour l'informer du non-respect de la mise en demeure sur le point spécifique lié aux piézomètres restant à implanter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois et 3 mois

N° 2 : Ouvrage de traitement par décantation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

La société G 2 Pierres est mise en demeure de respecter les termes des articles 3.2.1.1, 3.2.1.2 et 3.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2008 [...] et de mettre en place les ouvrages requis pour le traitement par décantation des effluents de surface.

Le délai pour respecter cette mise en demeure et apporter les justificatifs associés est de trois mois.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Échéance : 27/02/2025

Constat lors de l'inspection de mai 2024 :

« Il a été constaté la présence d'un seul bassin de décantation, sur la parcelle ZB 38, et d'un seul séparateur d'hydrocarbures sur la parcelle ZB 37. Ces dispositions sont non-conformes à la prescription de l'arrêté préfectoral.

Le séparateur à hydrocarbures capte bien les eaux susceptibles d'être polluées au niveau de la voie

étanche d'accès des véhicules et engins, de l'aire de distribution et de dépotage de carburants.

Bien que l'exploitant ne doute pas du bien fondé des modifications d'emplacement des ouvrages de décantation des effluents et d'épuration de type séparateurs à hydrocarbures, il convient que l'exploitant justifie que les ouvrages, actuellement en place sur site, permettent d'arriver aux mêmes objectifs que ceux prescrits dans l'arrêté préfectoral de 2008.

Il convient également de justifier de leur bon dimensionnement.

Il est demandé à l'exploitant de

- mettre son plan d'exploitation à jour (cf. point de contrôle n° 3)
- porter à la connaissance de la préfète ces modifications de l'installation, conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement.

L'exploitant justifie que l'emplacement et le dimensionnement du bassin de décantation et du séparateur à hydrocarbures présents sur site sont adéquats et permettent de répondre aux objectifs de gestion des eaux de surface prévus dans l'arrêté préfectoral initial de 2008 .

Tous ces éléments doivent être présentés de façon détaillée à l'inspection.

L'absence d'action corrective expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Plus généralement, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une évaluation globale de conformité aux arrêtés préfectoraux en vigueur pour son établissement de Vervant, et de lui communiquer, d'une part, le résultat de cette évaluation avec un plan d'actions pour lever les éventuels écarts observés, et, d'autre part, un porter à connaissance, si c'est nécessaire, pour solliciter une évolution des dispositions des arrêtés préfectoraux qui seraient obsolètes et/ou inadaptées. »

Constats :

L'arrêté préfectoral de 2008 prévoit que, pour les parcelles ZB 54 et ZB 60, des ouvrages de décantation soient mis en place. Ceux-ci n'ont finalement pas été mis en œuvre par l'exploitant. Dans son courrier du 05/02/2025, l'exploitant a indiqué que « tant que les parcelles ZB 54 et ZB 60 restent à l'état initial (emplacement des installations fixes et emplacement des stockages de granulats en direction du chantier de la LGV), il n'y a pas besoin de créer les bassins prévus dans ces parcelles, sauf à ce que ces bassins isolés impactent l'environnement. En cas de début d'activité dans ces parcelles, les bassins prévus seront creusés et mis en service ».

L'exploitant a précisé aussi que, depuis le transfert du site à G 2 Pierres, l'activité a été initiée sur les parcelles ZB 32, ZB 37 et ZB 38 (bureau, locaux, bascule, extractions...). Des merlons ont été installés en périphérie des installations et l'exploitant précise « qu'il n'y a aucun rejet en surface des eaux de ruissellement ou des effluents en dehors du périmètre de la carrière ». L'exploitant considère ainsi que la totalité des eaux de ruissellement est collectée et décantée dans un bassin de fond de fouille.

L'exploitant précise également qu'« avec l'appoint des eaux pompées dans le puits PZ TGBT, ces eaux [de ruissellement] sont réutilisées :

- pour le lavage des granulats à béton (en circuit fermé avec un premier bassin de décantation des

<p>eaux provenant du lavage et avec un déversoir vers un second bassin vers le pompage vers l'installation de lavage) ;</p> <p>- pour les installations sanitaires, avec un traitement par un système d'assainissement individuel (cuve toutes eaux, décanteur-déshuileur et plateau d'infiltration).</p> <p>Toutes les autres eaux de la carrière disparaissent par infiltration dans les bassins de décantation et par évaporation. Ces bassins sont adaptés en fonction de la qualité des eaux dont l'exploitant a besoin et non pas en fonction d'une spécification en cas de rejet en dehors du périmètre de la carrière ».</p> <p>L'exploitant précise également que les bassins prévus à cet effet sont présents sur les parcelles ZB 37 et ZB 38 pour le moment. Pour les bassins non mis en place en ZB 54 et ZB 60, l'exploitant a de nouveau précisé, par courrier du 01/06/2025, que « la ZB 60 correspond à la plateforme de dépotage à l'embranchement ferroviaire, inexistant à ce jour, si ce dernier se réalise nous mettrions en place un bassin. De même la parcelle ZB 54, n'étant toujours pas exploitée, nous avons convenu de sa non nécessité, puisque nous exploitons avec des mobiles ».</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a bien été constaté la présence des bassins de décantation décrits <i>supra</i> au niveau des parcelles en cours d'exploitation de la carrière. Ces bassins permettent de collecter les eaux du secteur et ils ne communiquent pas avec le milieu naturel en dehors du site (ces derniers sont isolés hydrauliquement de l'extérieur).</p> <p>Suite aux éléments transmis par l'exploitant, il peut être considéré que ce point de la mise en demeure peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Parcelles excavées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque phase d'exploitation, les eaux de ruissellement de la zone en cours d'exploitation seront dirigées vers deux bassins de décantation contigus. Après clarification ces eaux seront déversées gravitairement dans un fossé d'infiltration. Les bassins de décantation ont une capacité minimale de 270 m³, ces bassins seront équipés de dispositifs de protection contre les chutes. La sortie du bassin de décantation vers le fossé d'infiltration sera équipée d'une canalisation en Té faisant office de lame de déshuilage. Le fossé d'infiltration possède les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Longueur : 150 m • Largeur : 4 m • Profondeur : 1,5 m • Pente de talus : 45° <p>Après chaque phase d'exploitation les bassins de décantation seront asséchés et comblés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans un courrier du 01/06/2025, l'exploitant a indiqué que les 4 bassins de décantation du site (hors ceux des parcelles ZB 54 et ZB 60, inexistantes) répondent aux caractéristiques suivantes :</p>

<p>« Dans la parcelle ZB 37, 2 bassins d'un volume de $12 \times 5 \times 0,75 = 45 \text{ m}^3$ et le grand bassin d'un volume $30 \times 10 \times 3 = 900 \text{ m}^3$ (les 2 bassins de 45 m^3 sur la plateforme du haut de la ZB 37 et un grand bassin de 900 m^3 sur la plateforme intermédiaire), comme indiqué sur le plan d'exploitation. De plus, un bassin de 675 m^3 est présent sur la ZB 36 comme vous l'aviez constaté sur la zone d'exploitation. »</p> <p>À l'instar du constat effectué en mai 2024, les bassins de décantation ne répondent donc pas aux exigences de l'arrêté préfectoral de 2008, qui prévoit que chaque ouvrage fasse <i>a minima</i> 270 m^3 alors qu'ils font seulement 45 m^3. Cette adaptation doit être justifiée.</p> <p>Le dimensionnement des bassins présents sur site doit donc être justifié.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que ces bassins ne sont pas équipés de dispositifs de protection contre les chutes.</p> <p>Enfin, les bassins de décantation présents sur site ne communiquent pas avec le milieu naturel . De ce fait, aucun transfert des eaux contenues dans ces derniers n'est possible vers un fossé d'infiltration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier du bon dimensionnement et de la suffisance des bassins de décantation présents au sein de la carrière au niveau des secteurs en cours d'exploitation ; - doter chaque bassin de dispositifs de protection contre les chutes.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Remise en état de la parcelle ZB45

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société G 2 Pierres est mise en demeure de respecter les termes de l'article 2-II de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2023 susvisé et de remettre en état la parcelle cadastrale ZB 45.</p> <p>La société G 2 Pierres transmettra une proposition de plan de remise en état de cette parcelle. À cette proposition de plan de remise en état seront associées les mesures d'évitement, de réduction et de compensation adéquates, au regard des inventaires sur la faune et la flore réalisés dans le cadre de l'étude initiale du projet, ou selon des inventaires plus récents dont l'administration n'aurait pas la connaissance.</p> <p>Le délai pour respecter cette mise en demeure est de trois mois.</p> <p>Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>Échéance : 27/02/2025</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié ne jamais avoir exploité cette parcelle. En outre, des cultures agricoles y sont réalisées. L'exploitant a justifié que des aides de la politique agricole commune (dites PAC) étaient octroyées pour des cultures sur cette parcelle qui n'a donc pas de lien direct avec la carrière.</p> <p>Ces éléments ont été transmis par l'exploitant dans son courrier du 05/02/2025, qui indique notamment qu'il dispose bien de justificatif de type déclarations annuelles faites au titre de la politique agricole commune.</p> <p>Enfin sur le plan d'exploitation daté de mai 2025, il est bien représenté que la parcelle ZB 45 n'a pas fait l'objet de décapage et d'excavation en lien avec l'exploitation de la carrière.</p> <p>La visite d'inspection a bien permis de relever que son usage est bien dédié à l'agriculture. Ce point de la mise en demeure est soldé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Mise à jour du plan de phasage d'exploitation de la carrière

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société G 2 Pierres est mise en demeure de respecter les termes des articles 2.6.2 et 4 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2008 susvisé et de mettre à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de phasage d'exploitation de la carrière ; - le plan de gestion des déchets produits sur la carrière, le plan de phasage des opérations de remblayage et le planning de remise en état de la carrière. <p>À ces mises à jour seront associées les mesures d'évitement, de réduction et de compensation adéquates, au regard des inventaires sur la faune et la flore réalisés dans le cadre de l'étude initiale du projet, ou selon des inventaires plus récents dont l'administration n'aurait pas la connaissance. Le délai pour respecter cette mise en demeure est de six mois. Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>Échéance : 27/05/2025</p> <p><u>Constat et demande de l'inspection de mai 2024 :</u></p> <p>« Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser les parcelles déjà exploitées selon le plan de phasage et de justifier du respect de ce plan pour les phases 1 et 2 du temps de l'exploitation par G 2 Pierres - d'actualiser ce plan de phasage en précisant les parcelles dont l'exploitation est projetée jusqu'au terme de l'autorisation (2028) - mettre en place un suivi temporel, intégrant des photos aériennes et des plans montrant les aménagements réalisés (merlons...), les zones déboisées, les plantations réalisées ou en cours, etc.

<p>Il est également demandé à l'exploitant de justifier la présence de stériles sur les banquettes du front de taille mentionné supra et la raison de la présence de cette coulée.</p> <p>L'absence d'action corrective expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 05/02/2025, l'exploitant indique qu'au regard de la perte du débouché considérable vers le chantier de la LGV, un important décalage du début d'exploitation a été observé. C'est pourquoi, une nouvelle approche de la méthode d'exploitation est envisagée « à vocation exclusive du marché local ; cela portera vers une adaptation des productions annuelles et de la durée d'exploitation avec 15 années supplémentaires au-delà des 3 années restant à courir pour l'autorisation d'exploiter actuelle » [soit jusqu'en 2043].</p> <p>Dans ce même courrier, l'exploitant précise également que « désormais, nous sommes en mesure d'établir le nouveau plan de phasage, les plans d'exploitation pour les tranches quinquennales à venir... cela fera l'objet d'un prochain courrier de porter à connaissance ».</p> <p>Un porter à connaissance a été transmis fin juillet 2025 pour le prolongement de l'autorisation d'une durée de 15 années au-delà de 2028, soit jusqu'en 2043 (ce dernier intègre une mise à jour du calcul des garanties financières pour les phases à venir). Ce porter à connaissance sera prochainement instruit et fera l'objet d'échanges ultérieurs avec l'exploitant.</p> <p>Les plans et éléments transmis seront examinés afin de justifier ou non de la levée de la mise en demeure sus-citée. En revanche, aucune transmission n'a été faite pour répondre à l'assertion suivante de la mise en demeure : « À ces mises à jour seront associées les mesures d'évitement, de réduction et de compensation adéquates, au regard des inventaires sur la faune et la flore réalisés dans le cadre de l'étude initiale du projet, ou selon des inventaires plus récents dont l'administration n'aurait pas la connaissance. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de disposer de l'ensemble des éléments précisés dans la mise en demeure, il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de fournir, outre les mises à jour des plans mentionnés, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation adéquates, au regard des inventaires sur la faune et la flore réalisés dans le cadre de l'étude initiale du projet, ou selon des inventaires plus récents dont l'administration n'aurait pas la connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>L'installation de traitement des matériaux sera pourvue de systèmes de pulvérisation fine favorisant l'abattage des poussières à la source.</p> <p>De même, un arrosage systématique des pistes et des stocks au sol sera fait pour éviter de possibles émissions de poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans une correspondance du 05/06/2025, l'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses et les propagations des envols des poussières provenant de la carrière sont conformes au regard des analyses de 2024 ; - « le fait d'avoir fini la majorité des merlons, les modelés et d'avoir conservé les arbres aux abords de la carrière limitent fortement les envols de poussières aux alentours ; - « la production se faisant de plus en plus en profondeur [...] empêche les envols de poussières ; - « le fait du constat d'un manque d'eau, cela ne permet pas d'abattre par brumisation les poussières ». <p>Pour limiter l'empoussièrement au niveau de la zone à proximité de la bascule et de la zone carburant/bungalow, l'exploitant précise qu'une balayeuse vient de temps en temps dès que cela s'avère nécessaire. Le jour de l'inspection, l'empoussièrement était significatif sur cette zone sans que des envols notables n'aient toutefois été observés.</p> <p>Compte tenu de l'absence de raccordement du site au réseau d'eau potable et faute de disposer d'un forage, l'exploitant n'a pas une ressource en eau suffisante pour mettre en œuvre un équipement fixe d'arrosage de la zone de traitement des matériaux, des pistes et des stocks au sol. L'absence d'un tel équipement constitue une non-conformité à l'arrêté préfectoral de 2008.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détailler davantage les mesures préventives mises en œuvre pour limiter l'empoussièrement au niveau des zones proches des limites de propriété ; - réaliser un nettoyage de la zone vue empoussiérée à proximité de la bascule et de la zone carburant/bungalow ; - justifier l'impossibilité de disposer d'un système d'arrosage fixe, comme exigé par l'arrêté préfectoral de 2008, pour permettre d'arroser les secteurs susceptibles d'être émissifs en termes de poussières pour en limiter les envols.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :Constat effectué lors de l'inspection de mai 2024 :

« La mise à jour du plan d'exploitation de la carrière avait déjà été demandée lors de la précédente inspection du 17 février 2022.

Lors de cette inspection, deux plans de la carrière étaient disponibles, le premier, du 22 avril 2022, le second, du 2 juin 2023. Cependant, d'une part, ces deux plans sont différents - le premier porte sur la totalité de l'emprise, le second n'en représente qu'un détail, sans reprendre les éléments du premier -, d'autre part, ils sont tous les deux incomplets, sans se compléter mutuellement, enfin la compréhension du plan du 2 juin 2023 est particulièrement difficile.

De nombreuses informations réglementaires (cf. liste *supra*) sont absentes, par exemple (liste non exhaustive), les numéros de parcelles cadastrales ne figurent pas, les piézomètres en place pour le suivi de la qualité des eaux souterraines ne sont pas représentés.

Il est demandé à l'exploitant de produire un plan d'exploitation conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Ce plan indiquera également tous les éléments utiles tels que merlons, fronts de taille, bassin de décantation, piézomètres, séparateur hydrocarbures, phases d'exploitation, etc. Des cotes en mètres NGF seront systématiquement utilisées.

L'absence d'action corrective expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure. »

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis plusieurs plans mis à jour pour les phases d'exploitation de 2025 à 2028 et au-delà (jusqu'en 2043 ; une demande de prolongement de l'exploitation de 15 ans a été réalisée fin juillet 2025 par l'exploitant et sera instruite prochainement).

Sur ces plans, les informations suivantes sont données :

- les limites du front de taille ;
 - les différentes phases d'exploitation ;
 - les références aux parcelles cadastrales ;
 - les limites du périmètre ainsi que les 50 m aux abords ;
 - les cotes du fond par phase en m NGF ;
 - la prise en compte de l'éolienne E1 du parc éolien La Plaine sur l'emprise foncière de la carrière ;
- en outre, l'exploitant a bien pris en compte un rayon de 25 mètres autour de l'éolienne sur plusieurs plans (en effet, aucune opération d'extraction n'est permise dans un périmètre de 25 m autour des fondations de l'éolienne). Toutefois, ce rayon n'a pas été pris en compte dans le découpage des zones extractibles pour la phase 4 projetée (2038-2043). Le rayon de 90 m autour de l'éolienne E1 est également pris en compte, celui-ci étant associé à l'interdiction d'utiliser des explosifs dans ce périmètre. Toutefois, ces deux rayons de 25 m et de 90 m n'ont pas été légendés pour en détailler l'origine et l'utilité.

Spécifiquement pour le plan d'exploitation en phase 1 (2025-2028, avec 2028 comme date limite de l'exploitation actuellement autorisée), les données suivantes sont précisées : références des parcelles, cotes en m NGF, pistes, fronts de taille, rampes, bassins de décantation, merlons (sauf

celui face parallèle à la RD 18 qui n'est pas explicitement légendé)...
<p>Bien que l'inspection note une évolution positive depuis la dernière visite de mai 2024 quant au contenu présent sur les plans, les mises à jour présentées n'intègrent toutefois pas des éléments comme les piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines (y compris ceux à installer prochainement), ou encore le séparateur à hydrocarbures présent sur site... De plus, les plans transmis n'intègrent pas « les surfaces défrichées, décapées [...] en cours de remise en état ».</p> <p>Une mise à jour de plans doit encore être réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de finaliser les plans d'exploitation pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2008 (piézomètres, séparateur à hydrocarbures, tous les merlons dont celui parallèle à la RD 18, détail des surfaces défrichées, décapées, en cours de remise en état, etc.). L'exploitant transmet à l'inspection la justification que l'ensemble des items réglementaires détaillés à l'article 2.2 de l'arrêté de 2008 sont désormais bien pris en compte.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant, pour l'ensemble des plans, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - revoir les limites du périmètre extractibles pour la phase 4 pour exclure explicitement la possibilité de réaliser des extractions de matières dans un rayon de 25 m des fondations de l'éolienne E1 prévue ; - légender clairement à quoi correspondent les rayons de 25 m et de 90 m autour des fondations de l'éolienne E1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Conduite de l'exploitation, déboisement et défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Constat effectué lors de l'inspection de mai 2024 :</u></p> <p>« Les indications de G 2 Pierres sur les parcelles défrichées durant les phases 1, 2 et 3 de l'exploitation sont conformes aux parcelles prévues par l'arrêté. En revanche, le tableau récapitulatif du défrichement et de la compensation communiqué par l'exploitant est confus, présente des erreurs (e.g., sur le total à compenser) et les surfaces mentionnées ne peuvent être justifiées.</p> <p>L'exploitant se doit de justifier la véracité des éléments présentés dans le tableau susmentionné.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser les parcelles déjà défrichées selon les phases d'exploitation et actualiser le plan de défrichement - actualiser le plan prévisionnel de défrichement jusqu'au terme (2028) de l'autorisation

d'exploiter la carrière

- mettre en place un suivi dans le temps du déboisement et du défrichement et de la compensation. Il peut être utile d'avoir recours à des vues aériennes pour montrer l'évolution des zones défrichées et des plantations réalisées ou en cours
- mettre à jour le tableau de reboisement
- assurer la traçabilité de l'ensemble des données relatives au défrichement et au reboisement réalisés dans le cadre de la compensation - compensation qui fait suite aux opérations de défrichement nécessaires pour l'exploitation de la carrière.

À partir de la réception du rapport, toutes opérations de déboisement et défrichement se doivent de faire l'objet d'un suivi rigoureux appuyé de justificatifs de sorte à démontrer, a posteriori, l'exactitude des surfaces déboisées et défrichées et des surfaces compensées. »

Constats :

Dans une correspondance du 06/06/2025, l'exploitant a indiqué les éléments suivants : « Premier déboisement effectué par Vinci avec un reboisement compensatoire que le transfert d'arrêté de défrichement de 2019 prend en compte. En 2019 lors de la reprise de la carrière par G2PIERRES un déboisement supplémentaire est effectué, dont le reboisement avait déjà été effectué par Vinci. En 2023, le défrichement de la phase 3 a été effectué pour partie, le reboisement compensatoire a été effectué en décembre 2023 pour 10 ha 46 conformément au plan transmis en juillet 2024. Il nous reste donc à compenser à ce jour environ 5 ha avant le 31/12/2028. Concernant le phasage de déboisement, il reste des bordures et du nettoyage pour environ 300 m². Depuis nos derniers échanges et dernier plan transmis, nous n'avons pas effectué de défrichement supplémentaire. (ci-joint plan à jour). ».

L'exploitant a transmis également un plan daté du 02/12/2024 nommé « Défrichement réalisé - Boisement compensatoire ». Ce plan permet de répondre à une des remarques formulées lors de la VI de mai 2024.

Par courriel du 30/06/2025, l'exploitant a également indiqué que « pour le plan prévisionnel de reboisement, comme déjà expliqué précédemment, nous avons trouvé plus de 5 ha d'un seul tenant, correspondant à la surface restante conformément à l'arrêté, sans compter les parcelles sorties du défrichement. Notre objectif est de reboiser le plus rapidement possible [malgré des contraintes administratives]. C'est pour cela que le plan prévisionnel ne peut être juste. Nous pouvons simplement dire qu'il se fera en une seule fois dans un délai le plus court possible, et avant fin 2028, malgré les contraintes administratives. »

Enfin, tous les éléments demandés lors de la précédente inspection n'ont pas été transmis à date. La demande d'actions correctives, déjà formulée à l'issue du contrôle de mai 2024, est donc renouvelée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de:

- actualiser le plan prévisionnel de défrichement jusqu'au terme (2028) de l'autorisation d'exploiter la carrière ;
- mettre en place un suivi dans le temps du déboisement et du défrichement et de la compensation. Il peut être utile d'avoir recours à des vues aériennes pour montrer l'évolution des zones défrichées et des plantations réalisées ou en cours – mettre à jour le tableau de

reboisement ; - préciser, sans attendre 2028, l'échéance pour la réalisation du reboisement même si ce dernier venait à être réalisé « en une seule fois dans le délai le plus court possible ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Surveillance des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <u>Constat lors de l'inspection de mai 2024 :</u> <p>« Il a été constaté que</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des eaux de ruissellement n'est pas réalisée systématiquement à la fréquence semestrielle. Il n'y a, par exemple, aucune analyse en 2021 et 2023 - les prélèvements sont réalisés sur la parcelle ZB 38, en aval du séparateur à hydrocarbures, et non sur la parcelle ZB 54, comme le prévoit l'arrêté préfectoral. <p>Il a été noté que les valeurs de pH dépassent le seuil haut des 8,5 en 2021 et 2023. La mesure de MES en novembre 2023 est particulièrement élevée (64 mg/L), supérieure au seuil limite de 50 mg/L à ne pas dépasser. L'exploitant évoque les épisodes pluvieux qui ont pu mélanger aux eaux de ruissellement des particules calcaires. L'explication donnée est insuffisante.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de</p> <ul style="list-style-type: none"> - respecter la fréquence d'analyse des eaux de ruissellement de son installation - préciser, dans les fiches de résultats d'analyse, la zone de prélèvement des eaux - mener des investigations lors de dépassements de seuils de valeurs limites d'exposition ou de mesures incohérentes d'une période à l'autre - informer l'inspection de ces écarts à la norme, d'apporter une explication à la situation et de prendre des mesures pour retrouver une situation conforme. »
Constats : <p>Par courriel du 07/08/2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses menées sur les eaux pluviales le 24/06/2025 sur deux points de rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EP1 : bassin des eaux de ruissellement en contre-bas de la parcelle ZB 38 ; - EP2 : bassin qui recueille les eaux de lavage des matériaux situé à 75 m au Sud du PZ TGBT. <p>Le bassin EP1 était sec en juin 2025 et les résultats au niveau du bassin EP2 sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) de l'arrêté de 2008 pour l'ensemble des paramètres réglementés (MES, HCT, DCO...).</p> <p>En revanche, ces analyses sont réalisées sur les eaux de bassin qui ne sont finalement pas rejetées au milieu naturel du fait que lesdits bassins ne communiquent pas avec le milieu naturel. L'eau qui</p>

peut y être contenue est principalement utilisée pour le process, et le reste s'évapore et s'infiltre dans les sols.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <u>Constat lors de l'inspection de mai 2024 :</u> <p>« Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une rétention pour les grands réservoirs en vrac (GRV) d'huiles usagées.</p> <p>L'exploitant transmettra des photos du dispositif à l'inspection. »</p>
Constats : <p>Lors de la visite, il a bien été constaté la présence d'une rétention dédiée à l'unique GRV contenant des huiles usagées. En revanche, un fût métallique de 200 L contenant du gazole non routier (GNR) a été vu à proximité de la station-service sans être associé à une rétention.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, d'associer le fût de GNR à une rétention ou de justifier que ce carburant a été intégré au stockage dans le compartiment dédié de la cuve fixe de GNR qui dispose d'une rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <u>Constat lors de l'inspection de 2024 :</u> <p>« Les dernières mesures (avril 2021) de niveaux sonores de l'installation sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection constate que les mesures acoustiques ont bien été réalisées en période nocturne et diurne, ce qui est cohérent avec la plage de fonctionnement de l'établissement. Les mesures ont été réalisées en deux points en limite de propriété, et en deux points en zones à émergence</p>

réglementée (ZER).

Il est à noter que les prochaines mesures seront effectuées en 2024. »

Constats :

La société ACOUSTEX ingénierie a réalisé une campagne de mesures acoustiques en septembre 2024. Les relevés sonométriques ont été effectués du 2 au 3/09/2024. Deux points de mesure en limite de propriété et deux en ZER ont été sélectionnés. Les ZER considérées sont :

- ZER1 : premières habitations à Vervant (Ouest de la carrière)
- ZER 2 : le château Margot (Sud-Est de la carrière).

Les mesures ont été effectuées en périodes diurne et nocturne, ce qui est cohérent avec les plages d'ouverture et de fonctionnement de la carrière.

Les relevés effectués n'ont pas révélé de non-conformités aux valeurs limites acoustiques en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2023, article 2

Thème(s) : Autre, conformité

Prescription contrôlée :

III. Le 1.8.2 de l'article 1.8 est ainsi rédigé :

« Le montant de chacune des périodes est établi d'après le plan prévu d'exploitation et l'indice TP 01. Ce montant est révisable suivant les conditions des points 4 et 5 du 1.8.1 de l'article 1.8.

Période	T0 jusqu'en avril 2024	T1 jusqu'en août 2028
Montant TTC	349 697 €	306 762 €

»

IV. Le 1.8.3 de l'article 1.8 est ainsi rédigé :

« L'indice TP 01 pris pour le calcul des garanties financières, novembre 2018, est de 111,1.
Le montant des garanties financières est actualisé par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004. Il est actualisé tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01, et sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations. »

Acte de cautionnement des garanties financières à hauteur de :

- 349 697 € jusqu'en avril 2024 ;
- 306 762 € jusqu'en août 2028.

Constats :

L'exploitant a présenté un acte de cautionnement des garanties financières daté du 12/02/2024 à hauteur d'un montant de 380 000 € en cautionnement bancaire.

Cet acte de cautionnement est valable jusqu'au 11/08/2028 (date de fin de l'autorisation actuelle d'exploiter la carrière).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en cours d'exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
Toutes les eaux de ruissellement interne rejoignent le fond de la carrière.

Constats :

Aucune entrée d'eau d'origine externe à la carrière n'a été constatée et les eaux extérieures transitent dans des fossés attenants à la carrière.

S'agissant des eaux de ruissellement internes à la carrière, il est observé que ces dernières sont récupérées en point bas de la carrière et sont décantées dans des bassins dédiés à cet effet pour réutilisation majoritairement dans le process (lavage des granulats, par exemple).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit un plan de tir.
L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.
Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables en fin de matinée. 4 tirs par semaines pourront être réalisés.

Constats :

L'exploitant a précisé qu'à ce jour, aucun tir de mines n'a été effectué et de fait, aucun explosif n'a été utilisé sur site.

L'exploitant indique qu'il souhaite conserver malgré tout la possibilité de recourir à des tirs de mines dans le cas où cela serait nécessaire (dépendant fortement de la géologie du gisement en cours d'exploitation).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 15 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière est interdit à toute personne non employée par la société et qui n'a pas reçu une autorisation explicite de l'exploitant. Une clôture de 1,50 m de hauteur, constituée de quatre rangs de fils de fer barbelés, est installée sur la périphérie des zones en cours d'exploitation et des parcelles dévolues aux stockages de matériaux et aux installations de traitement. Un portail fermant à clé sera mis en place, interdisant l'accès à toute personne étrangère au chantier.
Constats : Lors de la visite, il a bien été constaté la présence d'une clôture rigide d'une hauteur suffisante et complétée en point haut d'un rang de barbelé. La configuration de la clôture s'avère ne pas être en adéquation avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2008 requérant quatre rangs de barbelés. Aussi alors même qu'un portail est présent, l'inspection a relevé, au-delà de celui-ci, l'absence de clôture le long du chemin séparant la parcelle ZB 45 de la parcelle ZB 44 donnant sur la zone en cours d'exploitation au sein de la carrière. L'exploitant a indiqué que cette clôture devait prochainement être intégrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de : <ul style="list-style-type: none">- justifier que la clôture du site est suffisamment robuste par rapport à la configuration de la clôture prescrite dans l'arrêté de 2008, composée de quatre rangs de fils de fer barbelés ;- poser la clôture le long du chemin séparant la parcelle ZB 45 de la parcelle ZB 44 donnant sur la zone en cours d'exploitation au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée :

L'eau pompée en fond de carrière dans les bassins de décantation est utilisée par les installations : brumisation au niveau de l'installation de traitement des matériaux, arrosage des pistes et des stocks et le nettoyage éventuel des roues des camions avant la sortie du site.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé est fait mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre.

Constats :

Par courriel du 05/06/2025, l'exploitant a indiqué réaliser un relevé annuel via un compteur installé en 2021. La consommation moyenne annuelle est de 6500 m³ dont :

- 15 % est utilisé pour le lavage des camions, nettoyage des engins ;
- 75 % pour le lavage de granulats ;
- 5 % dans les bungalows de vie (WC...) ;
- 5 % pour le laboratoire, analyses des granulats.

Ces volumes d'eau sont prélevés directement dans la nappe souterraine au niveau du PZ TGBT.

L'inspection a bien constaté la présence d'un dispositif totalisateur installé en 2021 indiquant un volume global de 25828 m³ prélevés depuis 2021. Ce volume est cohérent avec une consommation d'eau annuelle relativement constante d'environ 6000 m³.

L'exploitant précise que les relevés de compteur ne sont pas réalisés mensuellement mais annuellement (peu avant la déclaration à réaliser sous GERE).

Aussi, l'inspection constate que l'arrêté de 2008 n'autorise pas explicitement l'exploitant à prélever de l'eau souterraine pour son utilisation sur site. La situation doit être régularisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- réaliser des relevés mensuels des consommations d'eau souterraine prélevée depuis le PZ TGBT pour les besoins du site et d'inscrire ces relevés dans un registre idoine ;
- régulariser la situation auprès de l'administration pour solliciter la possibilité de prélever de l'eau souterraine au niveau du PZ TGBT pour les besoins du process.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux

normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le bassin de décantation situé sur la parcelle ZB 54 constitue une réserve d'eau incendie. Son implantation exacte sera déterminée en collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours de la Charente.

Des extincteurs en nombre et en capacité - appropriés aux risques - devront être visibles, accessibles en toute circonstance et répartis de la manière suivante :

- 1 appareil à eau pulvérisée de 6 litres pour 200 m² ou fraction de 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau,
- des appareils spéciaux pour les locaux présentant des risques particuliers d'incendie.

Constats :

Pour rappel, la parcelle ZB 54 n'est pas exploitée et aucun bassin de décantation pouvant faire office de réserve incendie n'est présent.

L'exploitant dispose de plusieurs bassins de décantation au niveau des zones en cours d'exploitation. En revanche, rien ne justifie que les 270 m³ requis par l'arrêté préfectoral de 2008 sont maintenus à disposition des pompiers en toutes circonstances.

L'exploitant doit étudier ce point pour le garantir (car plusieurs bassins de décantation peuvent être observés vides). Pour rappel, l'arrêté de 2008 dispose que « son implantation exacte sera déterminée en collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours de la Charente ». L'exploitant doit valider avec le SDIS la position de la réserve d'eau. À cet effet, l'exploitant a toutefois précisé qu'il souhaitait mettre en place prochainement sur site une réserve fixe de 750 hL d'eau propre pour les pompiers.

Lors de l'inspection, des extincteurs ont été observés au niveau de plusieurs zones du site, et plus particulièrement de la zone bureau, lavage, zone de stockage d'huiles, carburants. Les extincteurs ont été contrôlés le 30/12/2024 par la société Incendie Services. Lors de la visite des installations, des extincteurs ont bien été observés notamment au niveau de la zone de stockage et de chargement/déchargement de carburants. La station-service du site dispose également d'un système d'extinction automatique d'incendie qui est vérifié annuellement. L'inspection n'a en revanche pas contrôlé le bon état et le bon dimensionnement de ces installations incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre en place les dispositions nécessaires pour mettre à disposition des pompiers une réserve d'eau incendie d'au moins 270 m³ et, pour répondre à l'arrêté de 2008, il convient de solliciter le SDIS pour valider l'implantation de la réserve d'eau incendie. Son implantation exacte sera déterminée en collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours de la Charente.

Dans le cas où le volume de 270 m³ ne serait plus d'actualité, l'exploitant le justifie auprès de l'inspection et détaille les modalités qu'il compte mettre en œuvre pour disposer de la ressource en eau suffisante et validée avec le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : <p>Sur l'ensemble du fond de fouille du secteur Ouest il y aura peu d'intervention. L'objectif étant de favoriser l'établissement naturel d'espèces pionnières. [...]</p> <p>Sur le secteur Est, des aménagements plus importants seront réalisés avec notamment la constitution d'un jardin expérimental (en relation avec la nature du substratum) et divers boisements et cheminements.</p> <p>Dans le cadre de ce réaménagement l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none">- mettre en place un suivi environnemental annuel de l'évolution du secteur Ouest, le premier à être exploité, après réaménagement et ce, sur cinq ans ;- étudier les améliorations des conditions de remise en état pouvant être mises en place sur le secteur Est. Ces améliorations se baseront sur les observations du suivi environnemental effectuées sur le secteur Ouest.- engager si nécessaire, et en fonction des résultats obtenus sur le secteur Ouest, une modification des conditions de remise en état du secteur Est, en accord avec les services de la DIREN et de la DRIRE.
Constats : <p>Sur le plan transmis de décembre 2024 « Défrichement réalisé - boisement compensatoire », il est à remarquer que les dispositions prévues (jardin expérimental, par exemple) ne sont pas détaillées.</p> <p>Ainsi dans un courrier daté du 30/06/2025, l'exploitant a indiqué les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Secteur Ouest : la phase 1 d'exploitation de la carrière n'a été que légère sur la parcelle ZB 26. Lors de la phase 2, les parcelles principalement exploitées ont été ZB 38, 37 et 32 (secteur Ouest). L'exploitant indique qu'aucun suivi environnemental n'a été réalisé « puisqu'il n'y a pas eu de réaménagement et ces parcelles sont actuellement en exploitation agricole ». Il est à noter que la parcelle la ZB 45, hors du périmètre de la carrière, n'a fait l'objet d'aucun réaménagement puisqu'elle n'a pas été exploitée.- Secteur Est : en l'absence de suivi environnemental réalisé sur le secteur Ouest, aucune amélioration des conditions de remise en état du secteur Est n'a donc été étudiée par l'exploitant pour permettre de répondre aux exigences de l'arrêté de 2008. Il convient de considérer la prescription spécifiquement par rapport à l'exploitation en cours pour permettre d'améliorer les conditions de remise en état des autres secteurs de la carrière. <p>Enfin sur le secteur Est, ce même courrier du 30/06/2025 indique « qu'il est fait mention d'un jardin expérimental qui d'après le plan fourni avec l'arrêté de 2008 se situe sur la parcelle ZB32 actuellement en cours d'exploitation, et d'après le projet de phasage [restant à transmettre], il est évident que le jardin expérimental ne pourra être fait avant plusieurs années. Il est proposé de déplacer le jardin expérimental sur la parcelle A31 ».</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser le calendrier de réalisation du suivi environnemental dans le secteur au plus près des zones exploitées de la carrière (sur une période à préciser) et d'étudier les éventuelles améliorations des conditions de remise en état de ces zones après exploitation ; - préciser l'échéance pour la constitution d'un jardin expérimental (en relation avec la nature du substratum) et divers boisements et cheminements au niveau de la parcelle A 31 (secteur Est) en lieu et place de la parcelle ZB 32 (secteur centre/Est, requis initialement par l'arrêté préfectoral de 2008 pour la création dudit jardin expérimental). Préalablement à sa constitution, l'exploitant justifiera que la parcelle A31 est pertinente pour la constitution de ce jardin expérimental, notamment vis-à-vis de la différence de superficie des deux parcelles (parcelle A31 de surface inférieure à la parcelle ZB32 initialement prévue pour le jardin).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Ravitaillement en carburants engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement des engins sur chaînes peut être réalisé sur le carreau de la carrière. Dans ce cas un tapis absorbant sera placé sous le réservoir de l'engin de chantier afin de recueillir les éventuelles égouttures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le ravitaillement en carburant des engins est réalisé au niveau de la station-service du site (raccordée à une aire étanchée aux dires de l'exploitant) et non directement au niveau du carreau. L'exploitant a par ailleurs précisé ne pas disposer de tapis absorbant sur site. L'exploitant a acquiescé qu'il serait pertinent de se doter d'absorbant sur site. L'inspection ne peut que l'inviter à disposer sur site, de dispositif absorbant.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté sont respectées dans la mesure où le ravitaillement des engins ne se fait pas sur le carreau de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Boues séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'il procède au curage du séparateur à hydrocarbures tous les ans et en dernier lieu début 2025. Il n'a pas été en mesure de présenter le bordereau de suivi de déchets établi dans ce cadre.</p> <p>L'inspection relève que l'exploitant ne déclare pas sous GERP sa production de déchets dangereux. Les déchets issus de l'entretien du séparateur à hydrocarbures et les évacuations des huiles usagées des engins représentent chaque année plus de 2 tonnes de déchets évacués. L'inspection rappelle qu'au-delà de 2 tonnes de déchets dangereux produits, les mouvements de ces déchets dans des installations de traitement doivent être déclarés sous GERP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre le bordereau de suivi de déchets (BSD) associé au dernier curage du séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Pour la déclaration GERP de 2026 (relative à l'activité de 2025), il est demandé à l'exploitant de déclarer les tonnages de déchets dangereux évacués et de prendre l'habitude de répéter cette déclaration chaque année sous GERP.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 21 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bon état des installations électriques et contrôlées périodiquement par une personne compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été contrôlées en février 2025 par la société DEKRA.</p> <p>Le rapport transmis consigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que plusieurs installations n'ont pas été inspectées dont les cellules haute tension d'arrivées de distribution publique et du client, les éléments internes aux cellules HT, et plusieurs installations BT (bureaux...) pour des contraintes d'accès notamment ; - que les vérifications de coupure électrique n'ont pas été réalisées « en raison du refus de

<p>l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 non-conformités électriques dont 1 seule récurrente pour dépassement de la résistance de la prise de terre des masses BT. <p>L'exploitant a déclaré que les installations non visitées le seront lors du prochain contrôle début 2026 et que les non-conformités électriques sont en cours de résorption.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de résorber toutes les non-conformités électriques et de procéder à une nouvelle vérification des installations électriques, y compris des installations non visitées en 2025. L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de vérification réalisée début 2026 pour le justifier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 22 : Suivi de retombées des poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les appareils de mesure sont au nombre de 4 et installés aux emplacements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limite de propriété côté Ouest, sur le merlon bordant la parcelle ZB 26 - au niveau du lieu dit « Château Margot » à l'Est de la carrière - au niveau du gîte de chasse au nord de la carrière - au niveau du hameau « La Bernarde » au sud de la carrière . <p>Ces mesures sont semestrielles lors de la première phase d'exploitation puis annuelles. Les résultats sont tenus sur un registre mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sources de poussières de la carrière sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - autour du broyeur concasseur, avec la poussière qui reste généralement proche des machines (par temps sec comme par temps humide) ; - autour des cribleuses quand elles fonctionnent, et c'est la source la plus importante de poussières (surtout par temps sec, peu par temps humide) ; - sur les pistes de circulation quand les véhicules de transport (poids lourds, tracteur) et les engins circulent (par temps sec, alors que par temps humide la poussière se colmate avec l'eau et forme de la boue) ; - autour de la nouvelle station de recyclage (par temps sec, car par temps humide elle ne fonctionne pas) ; - autour des stocks secs de matériaux graves soumis à un vent fort ;

<ul style="list-style-type: none"> - autour des zones en cours de déboisement (sources temporaires) ; - autour des zones-limites de la carrière en cours de sécurisation par des merlons (sources temporaires). <p>Cinq points de mesure des retombées atmosphériques sont mis en place en cohérence avec les points demandés par l'arrêté de 2008. Il est constaté une forte hétérogénéité des valeurs enregistrées en ces différents points. Les valeurs relevées lors de la campagne 2024-2025 sont conformes ($< 500 \text{ mg/m}^2/\text{j}$ avec un maximum relevé à $301 \text{ mg/m}^2/\text{j}$ au niveau de la boîte D, avec les premières habitations à 1 km à l'Ouest de la carrière).</p> <p>Le rapport de la campagne 2024-2025 conclut que « la carrière a atteint son objectif global de respecter son environnement (voisinage jusqu'à 1500 m) par des émissions de poussières inférieures au $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ pour ces périodes consécutives ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Plantations, merlons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.8.3
Thème(s) : Autre, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les hais existantes en périphérie de la carrière seront conservées.</p> <p>[...] Un merlon sera créé le long de la parcelle 26 sur la portion correspondante à la parcelle 25 qui jouxte la carrière. Ce merlon sera recouvert de terre végétale, engazonné, et il sera doublé d'une haie d'arbres d'essences locales. La création de ce merlon et la plantation de cette haie seront réalisées en parallèle aux premiers travaux de décapage. Ce merlon sera supprimé après la première phase d'exploitation.</p> <p>Une bande boisée sera reconstituée au Nord de la parcelle ZB 26 dès les premiers travaux de décapage.</p> <p>Un merlon est créé en bordure Ouest et Sud de la parcelle ZB 54.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan Phase : 2025-2028 du 08/07/2025, on observe que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre les parcelles ZB 26 et ZB 25 (côté Ouest), un merlon est présent ; - l'absence de merlon en bordure Ouest et Sud de la parcelle ZB 54. <p>Ce plan ne permet pas d'identifier les boisements maintenus ou réalisés (dont les haies, la bande de bois demandée au Nord de la parcelle ZB 26).</p> <p>Lors de la visite terrain, il a bien été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence du merlon entre les parcelles ZB 25/26, sans toutefois que celui-ci ne soit doté d'une haie d'arbres d'essences locales. L'exploitant a indiqué avoir essayé de planter des chênes sans succès ; - la présence de la bande boisée au Nord de la parcelle ZB 26 ;

- l'absence de merlons en bordure Ouest et Sud de la parcelle ZB 54. L'exploitant indique qu'il envisage de créer ces merlons d'ici la fin de l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant : - sous deux mois, de préciser les modalités qu'il compte mettre en œuvre pour doubler le merlon situé entre les parcelles ZB 25/26 d'une haie d'arbres d'essences locales pour répondre à l'arrêté de 2008 ; - d'ici la fin de l'année 2025, de réaliser les merlons en bordure Ouest et Sud de la parcelle ZB 54.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Stockage de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.8.4
Thème(s) : Autre, conformité
Prescription contrôlée : Le stockage des matériaux extraits est réalisé sur les parcelles ZB 60 et 54. La hauteur des stocks est limitée à 10 mètres au maximum. La parcelle ZB 51 sera utilisée pour le stockage de stériles de la carrière. La station de transit située sur la parcelle ZB 60 sera alimentée par camion ou par un convoyeur.
Constats : Les matériaux extraits sont stockés sur des hauteurs inférieures à 10 m. L'inspection a constaté que la hauteur maximale de stockage, le jour de la visite, était au plus de 5 mètres. Les matériaux extraits sont stockés au niveau des parcelles ZB 32, 36 et 37. Les stériles sont stockés au niveau de la ZB 51 et ZB 36 et 37. L'inspection constate que les stockages ne sont pas faits dans les zones réglementées par l'arrêté de 2008. L'exploitant devra régulariser ce point à l'occasion du dépôt de son porter à connaissance (cf. § 2-3 et point de contrôle n° 26 du présent rapport) en actualisant les zones de stockage de matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2008, article 2.5.2
Thème(s) : Autre, conformité
Prescription contrôlée :

<p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de faire placer par un géomètre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que des bornes déterminant les parcelles bénéficiant de l'autorisation d'extraire des matériaux. 2. Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.
<p>Constats :</p> <p>Aucune borne de nivellement n'est présente au sein de la carrière.</p> <p>Interrogé par l'inspection à propos de la présence des bornes délimitant la carrière, l'exploitant a indiqué que ces dernières étaient à retrouver et que leur localisation n'était pas parfaitement connue. Un travail doit être réalisé pour les chercher et les positionner de nouveau aux emplacements <i>ad hoc</i>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de positionner aux emplacements <i>ad hoc</i> les bornes pour déterminer le périmètre de l'autorisation et les parcelles bénéficiant de l'autorisation d'extraire des matériaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 26 : Porter à connaissance des modifications

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement article R.181-46</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p>

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Lors de la précédente inspection de mai 2024, il avait été pointé de nombreuses différences entre les conditions réelles d'exploitation et celles autorisées par les arrêtés de 2008 et les actes suivants portant notamment :

- sur un phasage d'exploitation qui n'était pas conforme ;
- sur une gestion des eaux de surface qui n'était pas conforme (nombre de bassins de décantation présents sur le site) ;
- sur le suivi de la qualité des eaux souterraines (réseau piézométrique non-conforme) ;
- etc.

À la suite de ces échanges et de la mise en demeure prise fin 2024, une réunion en sous-préfecture de Confolens a eu lieu en janvier 2025. Par la suite, l'exploitant a adressé courant février 2025 un document qu'il nommera « porter à connaissance ». Celui-ci n'est pas un porter à connaissance au sens des dispositions du code de l'environnement rappelées dans la prescription ci-dessus.

L'inspection avait également demandé à l'exploitant, dans le rapport de la visite de mai 2024, de « [p]lus généralement, [...] lui transmettre une évaluation globale de conformité aux arrêtés préfectoraux en vigueur pour son établissement de Vervant, et de lui communiquer, d'une part, le résultat de cette évaluation avec un plan d'actions pour lever les éventuels écarts observés, et, d'autre part, un porter à connaissance, si c'est nécessaire, pour solliciter une évolution des dispositions des arrêtés préfectoraux qui seraient obsolètes et/ou inadaptées ».

Cette évaluation n'a pas été transmise depuis lors et il s'avère que la présente inspection a relevé de nouvelles différences entre la réalité de l'exploitation et les attendus des prescriptions des arrêtés préfectoraux du site (par exemple, l'absence de jardin expérimental sur le secteur Est du site, tous les boisements et merlons demandés qui ne sont pas présents, la réserve d'eau incendie qui n'est pas garantie et n'est pas présente au lieu d'implantation initiale).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, comme déjà requis à la suite de l'inspection de mai 2024, sous deux mois, de transmettre une évaluation globale de conformité aux arrêtés préfectoraux en vigueur pour son établissement de Vervant, et de lui communiquer :

- d'une part, le résultat de cette évaluation avec un plan d'actions pour lever les éventuels écarts observés,**
- et, d'autre part, un porter à connaissance, si c'est nécessaire, pour solliciter une évolution des**

dispositions des arrêtés préfectoraux qui seraient obsolètes et/ou inadaptées.
Ces éléments seront instruits en même temps que le porter à connaissance transmis en juillet 2025 pour prolonger de 15 années, la durée de l'exploitation de la carrière au-delà de 2028.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois